



## ↓ La construction européenne face à de nouveaux challenges

Par Jean-Dominique GIULIANI, invité d'honneur, Président de la Fondation Robert Schuman

### INTRODUCTION PAR JEAN EYRAUD

Jean EYRAUD explique qu'il est de la plus grande actualité de recevoir Jean-Dominique GIULIANI. Depuis 2013, l'Europe ne cesse de se voir ébranlée par des problèmes économiques, financiers, mais aussi politiques, géopolitiques et militaires, de l'Allemagne à la Grèce en passant par la France, la Belgique ou l'Ukraine.

2016 s'annonce comme une nouvelle année de débats, en particulier sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne qui aboutira à un référendum.

La Grande-Bretagne fait état de plusieurs revendications face à l'Union européenne : une révision des relations États/Union, une limitation au renforcement d'une Union « toujours plus étroite », le souhait de laisser plus de pouvoir aux parlements nationaux, un maintien d'une libre circulation des personnes mais sous couvert de restriction des avantages sociaux, une réduction de l'activité législative. Il s'agit aussi d'engager une lutte contre les excès de la bureaucratie bruxelloise et un renoncement aux principes d'une union plus étroite.

Il est clair que David CAMERON a pris un risque important, celui de déchaîner les passions chez ses citoyens qui semblent avoir une méconnaissance grave des conséquences d'une sortie de l'Union. Mais le Premier ministre britannique a au moins le mérite d'avoir posé le débat sur la table, alors que ce dernier ne suscite que des critiques et donne lieu à un silence pesant de la plupart de nos hommes politiques.

Dans ce contexte, l'Af2i a voulu donner la parole à un européen convaincu et qui a beaucoup travaillé sur ses sujets pour permettre aux adhérents de réfléchir aux conséquences éventuelles d'un « Brexit » sur les marchés pour les investisseurs français et internationaux. En France, les obli-

gations d'État britanniques sont en effet éligibles du fait de leur appartenance à l'OCDE et non de leur appartenance à l'Union Européenne et la BOE est indépendante de la BCE. Certains voient l'ombre ici d'une chance pour la place de Paris de regagner un meilleur statut face à la bourse de Londres ou de Francfort.

Jean-Dominique GIULIANI est titulaire d'une licence en droit. Ancien directeur du cabinet de René Monory au Sénat, il a été également maître de requêtes au Conseil d'État, directeur à la SOFRES. Il fut également à la tête de sa propre entreprise avant d'être conseiller à la Communauté européenne puis conseiller de Paris. Ayant participé en 1992 à la création de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique GIULIANI en est le président depuis 2000. Jean-Dominique GIULIANI est également auteur des ouvrages *Les sanglots de l'Europe* (Que sais-je), *Un Européen très pressé* et *Marchands d'influence*, les lobbys en France.

Pour conclure, le Président de l'Af2i suggère aux participants de lire les études récentes de la Fondation Schuman concernant l'UE, notamment celle intitulée *Si le Royaume-Uni quittait l'Union européenne : aspects juridiques et conséquences des différentes options possibles* de Jean-Claude Piris.

Il cite également l'étude *Quelle sortie pour les politiques d'assouplissement quantitatif ?* d'Emmanuel Sales, président de la Financière de la Cité et membre partenaire de l'Af2i.

Deux ouvrages sont également à mettre en exergue : *Le rapport Schuman sur l'Europe*; les plus hautes personnalités dont Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne ont choisi de s'y exprimer et *l'Atlas permanent de l'Union Européenne - 2015*, idéal pour mieux connaître l'ensemble des pays de l'Union.

### INTERVENTION DE JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

Le but de la Fondation Robert Schuman, rappelle Jean-Dominique GIULIANI, est de travailler sur les questions européennes de façon objective, dans un climat actuel propice à l'europhobie, mais aussi de tenter de mener une réflexion « *out of the box* » sur les sujets européens. Trop souvent, quand on parle d'Europe et de politique on le fait avec des expériences limitées et des points de vue conditionnés.

**Les Européens, n'ont jamais autant douté depuis 65 ans de ce qu'ils ont construit.** L'Union est en effet malmenée par les crises financières, le problème des migrations, la montée du populisme et pourtant jamais dans son histoire le continent européen n'a été aussi libre et prospère. Des périodes de paix de 70 ans comme celle dans laquelle nous nous trouvons ne se sont pas produites depuis plus de 5 siècles. Rappelons encore que l'Europe aurait pu sortir définitivement de l'histoire en 1945 au profit des États-Unis après le suicide collectif des deux guerres mondiales. Compte tenu de la situation d'alors, nous n'aurions pas dû avoir une place au concert des Nations, et si nous y sommes toujours présents, non sans difficultés, c'est aussi grâce à la construction européenne et à des actions de rupture menées par des hommes qui ont été à la hauteur des circonstances. Tout comme nous sommes sortis par le haut des disputes avec l'Allemagne concernant les quotas de charbon et d'acier en 1950, Jean-Dominique GIULIANI souhaiterait à son tour que nous sortions par le haut des maux qui nous assaillent aujourd'hui.

L'Europe fait aujourd'hui face à une crise de doute profonde mais aussi à une **crise de légitimité** et des difficultés liées à la complexité du fonctionnement des institutions européennes. Ses élargissements successifs la rendent de plus en plus distante, et

des clivages naissent entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Dans le même temps, l'Europe est confrontée à une désaffection des élites, à un désintérêt des politiques et au désamour des opinions. Pour Jean-Dominique GIULIANI, il s'agit alors de voir quelles sont les dynamiques à l'œuvre et les perspectives à ouvrir pour éclairer les analystes pointus des situations politiques et économiques que sont les membres de l'Af2i. Pour se faire, Jean-Dominique GIULIANI propose de traiter le problème sous trois axes principaux :

- **De grandes collisions** : le projet européen est confronté à de nouvelles évolutions qui tiennent tant à son projet interne qu'aux changements géopolitiques à ses frontières. En effet, il semble que le projet européen soit entré en grande collision avec des événements géopolitiques qu'il n'a pas su ou pas pu maîtriser.
- **De petites réconciliations** : d'une certaine façon, on peut dire que le projet européen a été aussi partiellement légitimé par les événements que nous avons vécus. D'ailleurs, loin de subir tous les changements auxquels elle a été confrontée, l'Europe possède une influence significative en matière de normalisation, de réglementation financière et, même au-delà, en ce qui concerne les décisions sociales et politiques. En résumé, l'Europe semble être prise entre deux forces contraires : celles de grandes collisions avec le monde contemporain, et celles de petites réconciliations.
- **Des défis stratégiques pour l'Europe** : l'avenir de l'Europe réside dans de grands choix stratégiques qui conduiront à de grands bouleversements. Jean-Dominique GIULIANI résume alors la route à prendre : aux grandes collisions et aux petites réconciliations que connaît l'Europe, s'ajoutent certainement d'énormes interrogations auxquelles les responsables politiques se doivent de répondre.

## DE GRANDES COLLISIONS AU PROJET EUROPÉEN

Pour lancer le projet européen au lendemain de la guerre, il fallait commencer les choses à l'envers : faire l'Europe à l'endroit aurait pu provoquer une guerre rappelle Jean-Dominique GIULIANI. Pour cela a été mise en œuvre la méthode communautaire : faire l'Europe par l'économie, par paliers, par surprise même parfois. L'Europe s'est faite par nécessité, poussée par les circonstances. Elle a été construite par le par-

tage des intérêts, et cela a d'ailleurs bien fonctionné pour abattre les frontières intérieures. Voilà une belle anticipation d'une mondialisation où seuls les États-continentaux sont vraiment à la taille du XXI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, l'Europe se heurte à des défis internes considérables, et pas uniquement sur le plan politique. En effet, certains considèrent que l'Europe traverse une crise de légitimité voir une crise démocratique. Cela étant dit, de l'autre côté de l'Atlantique, les discours de Donald Trump qui plaident pour un amoindrissement de la démocratie représentative à laquelle peuvent prendre part les électeurs sont-ils plus démocratiques ?

En fait, ce que les opinions dénoncent c'est une crise de représentativité où il n'existe plus de liens directs entre les électeurs et les décideurs que Jean-Dominique GIULIANI attribue à une **désertion des élites** des démocraties. Cette désertion des élites est d'autant plus saillante que si l'Europe ne progresse pas, c'est l'ensemble du mécanisme de construction européenne qui risque de s'effondrer, tout comme l'on tombe d'une bicyclette à l'arrêt. C'est ainsi que l'euro a été fait, puis on s'est contenté de « poser le sac » affirme M.GIULIANI, tenant pour responsable les dirigeants politiques, au premier rang desquels les présidents en fonction. Le président Chirac n'a rien fait pour mettre en place une politique économique commune autour de l'euro poursuit-il. Lui et ses successeurs peuvent ainsi être tenus responsables de la crise de l'euro. Peut-on réellement parler de déficit démocratique quand on sait que depuis la création de l'Europe ont été organisés 55 référendums et plus de 200 votes parlementaires, et cela sans même parler du rôle de Parlement européen dont la légitimité est un peu différente de celle des parlements nationaux ?

Le problème n'est donc pas uniquement celui de la démocratie, c'est également celui du ressenti de quelque chose qui ne fonctionne pas. Ce blocage se ressent également à l'échelle nationale, voyez avec quelles difficultés on lance des grands projets d'infrastructure en France. Il y a donc une vraie crise démocratique qui frappe l'Europe de plein fouet : l'Europe est inachevée, elle est à deux niveaux, et elle demande à être réformée dans ses modes de fonctionnement. **En réalité, l'Europe a été laissée aux diplomates au détriment des politiques** alors que l'application directe

ou transposée de la politique pure relève bien du domaine politique. Or, en France comme ailleurs, les questions européennes ont été déléguées au ministère des Affaires étrangères et à Bruxelles les décisions du conseil sont prises par les représentants des États, c'est-à-dire les diplomates qui représentent leurs ambassades.

L'abandon de la politique a privé l'Europe de l'enthousiasme qui la maintenait, puisque l'Europe a en premier lieu été bâtie dans un objectif de paix en ayant en arrière-pensée un objectif continental. Rappelons par ailleurs que dans les domaines où elle a une compétence exclusive, notamment en matière commerciale, l'UE s'en tire plutôt bien, en témoigne le récent accord commercial signé avec la Corée. Cet accord constitue une véritable aubaine pour l'industrie du luxe français, pour Alstom ou même pour un certain nombre de services financiers au point d'avoir été la source de turbulences politiques en Corée où on a reproché aux dirigeants d'avoir livré le pays à l'Union européenne, 1<sup>re</sup> puissance économique mondiale. Quoiqu'on en pense, quand la 1<sup>re</sup> puissance commerciale du monde négocie un traité, elle fait plutôt bien les choses affirme de nouveau Jean-Dominique GIULIANI. Négocier ensemble permet encore d'avoir beaucoup plus de poids dans les discussions. C'est pour cette même raison que les Britanniques doivent réfléchir à deux fois aux conséquences d'une sortie de l'Union qui les obligerait à renégocier seuls l'ensemble des 200 accords commerciaux conclus dans le cadre de l'Union européenne.

Cette crise profonde a aussi généré une montée des populismes qui a vu des dirigeants débordés, des institutions démocratiques mises à mal et les méthodes des institutions communautaires vite dépassées. L'exemple des négociations du TTIP, le traité de partenariat transatlantique, illustre cette déficience : la Commission européenne est à la peine dans les négociations pour avoir été contrainte d'ouvrir tous les documents de négociation, ce qu'aucune puissance n'a jamais fait auparavant, ni les États-Unis, ni la Chine, ni le Canada, et ce pour être en accord avec cette complexe articulation qui relie les États au niveau européen. C'est dans ce contexte que le populisme s'est nourri de l'euroscpticisme, plus fort en Grande-Bretagne que sur le continent, pour un pays qui a toujours été mal à l'aise avec l'idée d'un partage de sou-

veraineté. Ailleurs en Europe, les pays européens, tous perdants au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ont accepté un certain nombre de sacrifices au profit d'un impératif de paix et du relatif confort social qui s'en est suivi, limitant alors l'euroscepticisme.

Sans exception en Europe, les populismes se sont unis à une **contestation des élites**, mettant à l'index des classes politiques en difficulté. C'est ainsi que l'Espagne s'est retrouvée sans gouvernement, que le parlement portugais ne correspond pas à celui élu par la population, ou que de manière générale ont fleuri les gouvernements de coalition en Europe. Plus grave encore, se sont développées les tentations sécessionnistes en Europe : les Catalans, les Belges, les Italiens du Nord. Le Royaume-Uni de son côté en faisant état de sa tentation de quitter l'Europe ne fait que raviver sa vieille méfiance envers le continent. En rejoignant l'Union européenne il n'a fait que confirmer le vieux proverbe anglais, testé au moment des guerres napoléoniennes: « *If you cannot beat them, join them* ». Emmanuel Sales le confirme : chaque occasion que le continent a eu de s'unir, a constitué une mauvaise nouvelle pour le Royaume-Uni. Seule l'influence des États-Unis, ayant déjà participé à deux reprises au maintien de la paix

dans une Europe dissipée a pu contribuer à la naissance de l'Union par le plan Schuman soutenu financièrement par le plan Marshall. Ne pouvant que constater le succès de cette nouvelle union, la Grande-Bretagne s'est vue contrainte de rejoindre ce projet qui lui avait originellement déplu.

Force est de constater, selon M.GIULIANI, que **la Grande-Bretagne s'est toujours montrée mal à l'aise dans l'Union**. Les Anglais ont toujours été des empêcheurs de tourner en rond au sein de l'UE, mais depuis trois ou quatre années déjà, les Britanniques, au sein des institutions, du fonctionnaire au diplomate européen, tous s'échinent à constituer une force de blocage aux avancées de l'UE. Ainsi en 2011, en plein cœur de la crise de l'euro, alors même que Nicolas SARKOZY et Angela MERKEL posent les fondements du futur traité budgétaire, David CAMERON s'est retrouvé mis au banc des négociations communautaires. Depuis cet épisode, le Premier ministre anglais penche plutôt en faveur d'un maintien de son pays dans les institutions européennes, ayant compris les lourdes conséquences d'une sortie de son pays d'une organisation de l'envergure du marché commun. Rappelons que le Royaume-Uni réalise plus de 50 % de son commerce extérieur et 60 % de ses investissements

avec l'UE et que les flux financiers sont également considérables, la City réalisant une bonne partie de ses opérations en euro. Les intérêts de la Grande-Bretagne à rester dans l'Union sont tels qu'Outre-Manche nombreux sont ceux qui commencent à défendre le « BRIMAIN » : le British-Remain.

On peut se demander comment David CAMERON s'est retrouvé dans une telle situation face à ces concitoyens. En réalité, il s'agit avant tout d'une décision politique qui trouve son origine dans les pressions exercées par un certain nombre de députés conservateurs de son parti. Au Royaume-Uni, les députés à la Chambre ont le pouvoir de démettre le Premier ministre de ses fonctions. Effectivement, David CAMERON a réussi à apaiser son camp, en témoigne son succès inespéré aux dernières élections ainsi que les réformes budgétaires sévères qui ont réussi à passer (coupe de plus de 8 milliards dans le budget de la défense, 500 000 fonctionnaires en moins).

Pour le moment, le Premier ministre doit convaincre du maintien de son pays dans l'Union en prévision du référendum prévu pour mai/juin ou au plus tard septembre/octobre, une opinion publique qui a, jusqu'à présent, très peu entendu parler d'Europe. Le chiffre est édifiant : 30 % des Britanniques estiment ne pas appartenir à l'Europe. Le référendum n'est donc pas une aventure sans risques. En 1975 déjà, un gouvernement Labour avait engagé les citoyens britanniques dans un référendum concernant l'appartenance à l'Union et jusqu'au dernier moment les sondages étaient restés incertains.

En tout cas, on ne peut pas affirmer que David CAMERON manque de volonté politique : il sait montrer à ses partenaires européens qu'il reste flexible et de l'autre côté, tant Jean-Claude JUNCKER que les chefs d'États européens sont prêts à trouver les solutions qui satisferont les demandes des citoyens britanniques, et plus encore celles de leurs élites. En réalité, **quatre points font actuellement l'objet de négociations avec les Britanniques**. Ces derniers demandent la révision du principe de formation d'une Union toujours plus étroite des peuples ainsi qu'une place à la table de l'euro zone pour le Royaume-Uni, partant du principe que toute décision touchant la politique monétaire commune a un



impact sur l'économie de la City. Ce dernier point s'avère problématique quand on sait que les pays de l'euro ont un poids proportionnel à leur importance économique dans la zone euro, les Britanniques pourraient donc avoir plus de poids de négociation que certains pays réellement membres de la zone.

Un autre point polémique des discussions avec les Britanniques concerne la limitation des avantages sociaux aux immigrés vivant en Grande-Bretagne. Un immigré ne pourrait pas toucher d'aides de la part de l'Etat avant sa 4<sup>e</sup> année de résidence dans le pays. On reconnaît bien là l'influence du UKIP et derrière lui les pressions d'une opinion publique devenue de plus en plus réticente à l'immigration avec la crise. Il s'agit donc pour les responsables européens de trouver un accord en vue de limiter le tourisme social, qui suscite déjà des inquiétudes dans d'autres pays européens, notamment en France. Les Britanniques font état d'une dernière demande, cette-fois inacceptable pour les responsables européens, celle pour un parlement national de pouvoir refuser l'application d'une réglementation européenne, alors même qu'il est déjà possible pour plusieurs pays de s'unir et de demander à ce que soit revue une législation européenne.

David CAMERON est actuellement en train de préparer une série de propositions destinées à montrer aux citoyens anglais que la souveraineté de Westminster passe devant celle de la souveraineté européenne, en dépit de ce que disent les textes officiels. Les partenaires européens encore une fois ne sont pas braqués pour négocier avec les Anglais. Gardons en tête que quand un partenaire va mal sur le plan intérieur, le 1<sup>er</sup> réflexe n'est pas de l'enfoncer, mais plutôt de l'aider à sortir de cette situation en espérant son soutien en retour plus tard. Par ailleurs, la Commission se montre ouvertement favorable à garder le Royaume-Uni au sein de l'Union, presque de manière trop ouverte selon M.GIULIANI qui considère qu'en temps normal une négociation devrait se mener pistolet sur la table. Malgré tout, les sondages sont mauvais, le dernier en date indique que 53% des Britanniques veulent sortir de l'Union, et leur principale motivation est relative à la pression migratoire actuelle alors que des négociations sont encore en cours concernant l'accueil des réfugiés à Calais.

Pour ce qui est des réfugiés, c'est plutôt l'image des migrations mal contrôlées qui suscite de fortes polémiques comme en Allemagne. Il est vrai que les vagues migratoires font partie des grandes collisions qu'a connu le continent européen. En France, l'immigration est récurrente et ancienne et a pu être considérée comme excessive en partie à cause d'une mauvaise politique d'intégration et d'une mauvaise politique économique et sociale. Le mauvais niveau de formation des immigrés a entraîné la création de ghettos dans toutes les grandes villes, renforçant la mauvaise image des migrations et une exploitation du sujet par l'extrême droite. A cette tendance s'est rajoutée la récente crise migratoire qui trouve son origine dans les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, en Afghanistan au Soudan, mais également en Erythrée. Dans ce pays le service militaire est obligatoire et à vie et la population fuit en masse l'emprise du gouvernement.

À côté de cela, l'Union européenne apparaît comme le continent de Cocagne : il suffit de traverser les 10 km qui séparent Lesbos de la Turquie pour être soigné et avoir accès à une certaine qualité de vie. En dehors de l'instabilité politique, ces mouvements de réfugiés sont partis pour s'accroître : dans les 25 ans qui viennent, l'Afrique va gagner 1 milliard d'habitants, et les États du continent ne seront pas en mesure de maîtriser cette poussée démographique. Cette incapacité à répondre à la question des réfugiés peut être mortelle pour l'Europe. En effet, la hausse du nombre des réfugiés peut amener au retour des frontières entre les pays européens, bloquant ainsi le commerce physique avec un impact direct sur l'économie européenne. L'insécurité qui règne en Europe trouve aussi son origine dans certaines mauvaises décisions géostratégiques prises par l'Union. L'UE a longtemps considéré qu'une partie de son soft power relevait de sa capacité à étendre le plus largement possible **son programme d'adhésion**. L'exemple le plus flagrant a pu être l'ouverture de la porte de l'Union à la Turquie, à laquelle Jean-Dominique GIULIANI s'est toujours montré réticent, et qui s'avère aujourd'hui une erreur compte tenu de l'évolution politique interne du pays. On peut à ce sujet évoquer aussi les Balkans à qui l'adhésion a également été proposée et où l'Europe a été contrainte de ramener la paix par la force. La perspective de ces élargissements n'a pas particulièrement réjoui les populations européennes. Les Fran-

çais sont mécontents de se retrouver dans une Europe où l'on parle désormais anglais. En réalité, c'est après les accords de Yalta que les pays de l'Est se sont éloignés de leurs destins européens, et Churchill lui-même disait que ces pays avaient été placés du mauvais côté du rideau de fer.

Il faut aussi se rendre compte que les conditions d'adhésion imposées ont été très difficiles pour ces pays. Sur le plan économique ou législatif, ils ont dû s'aligner sur les normes et réglementations européennes et s'appropriier ainsi plus de 80 000 pages de Journal Officiel avant leur adhésion. Mais malgré ces efforts colossaux, jamais nous n'avons pris le temps d'ébaucher une vision politique commune avec eux. Jamais nous ne leur avons parlé de l'Europe de la défense ou de l'Europe des capitaux.

Suite à ces déconvenues, Jean-Claude JUNCKER a d'ores et déjà affirmé qu'il n'y aurait pas d'adhésions dans les 5 prochaines années. Mais parallèlement à cela, l'Union européenne continue à s'engager dans des programmes de pré-adhésion, ou de partenariat. C'est ainsi que la Turquie continue de recevoir annuellement 1 milliard d'euros de la part de l'Union en préparation à son adhésion. Et que penser des financements européens des écoles au Tibet pour aider la Chine à « développer ses provinces isolées » ? **Nous manquons donc de vision géopolitique** : certes il faut stabiliser nos frontières pour éviter de créer des zones instables de vides géopolitiques, mais pas à n'importe quel prix. En voulant se rapprocher de l'UE, l'Ukraine a rompu des liens anciens et forts avec la Russie, créant ainsi durablement une zone d'instabilité géopolitique.

L'Union européenne voit donc son voisinage proche déstabilisé, mais également son voisinage lointain : de l'Algérie déstabilisée avec un vieux capitaine à sa tête, aux menaces terroristes qui planent sur le Sahel, en passant par une Russie en froid sur la question ukrainienne, c'est tout une ceinture de pays qui voient en l'Union un ennemi et qui souhaitent assister à son démantèlement. La Russie par exemple contribue au financement des partis extrémistes en Europe. Ces mauvaises nouvelles s'inscrivent dans un cadre de vieillissement des institutions internationales mises en place après la guerre : l'Inde et le Brésil ne sont pas présents au Conseil de Sécurité des

Nations unies, le FMI vient juste d'autoriser que la monnaie chinoise fasse partie du panier de monnaies pris en compte pour calculer les DTS (Droits de Tirage Spéciaux), les pays émergents viennent à peine de se voir accorder plus de voix au FMI où les Américains sont depuis longtemps majoritaires.

Malgré ce tableau noir pour la géopolitique européenne, nous pouvons néanmoins relever **quelques bonnes nouvelles**. La récente COP 21 a permis que l'UE ne soit pas la seule à prendre en charge de lourdes réglementations environnementales et que de nombreux pays acceptent de s'atteler au problème du réchauffement climatique. Par ailleurs, l'accord avec l'Iran montre bien qu'il perdure une diplomatie efficace qui a su éviter une guerre. La face des institutions internationales a cependant beaucoup changé : de 45 États membres de l'ONU en 1945, on a maintenant atteint les 194 États du fait des nationalismes et de l'éclatement de certains pays. Plus de 300 ONG sont également attachées à l'ONU. Cette croissance du nombre d'acteurs sur la scène internationale n'est pas là pour faciliter le travail des dirigeants. Par ailleurs, le nouvel ordre géopolitique international voit aussi revenir la force et les actions violentes. C'est ainsi que la Russie acculée économiquement, représentant à peine 4% du PIB mondial contre 20% pour l'Europe, essaye par la force de faire valoir la puissance qu'elle n'a plus. On parle pourtant d'un des espaces les plus grands du monde qui compte dans son sous-sol pratiquement tout ce qui se fait sur Terre. Peut-être que l'exclusion de la Russie de l'OTAN a contribué à exclure le pays de la modernité, et ce pour longtemps.

Jean-Dominique GIULIANI souhaite ensuite exprimer un avis plus personnel quant à la conjoncture actuelle. La période d'instabilité que nous connaissons maintenant n'est pas une période de rémission de crise, comme nous avons pu le penser. Compte tenu de l'évolution des nouvelles technologies et des bouleversements géopolitiques actuels, **nous allons vivre durablement cette situation d'instabilité**, n'en déplaise aux investisseurs que représentent les membres de l'Af2i. Il n'est plus possible d'exiger un retour à la stabilisation, la normalité, et même la légalité internationale. Les récents agissements de la Chine ou du Brésil sont là pour en témoigner. Ces deux pays ont délibérément violé les conventions

internationales relatives au droit de la mer en s'accaparant des ressources qui n'étaient pas les leurs, comme ce qui a été fait en mer de Chine. Quant à la Russie, elle a délibérément violé quatre traités internationaux conclus sur la question ukrainienne. Au moment de la dénucléarisation de l'Ukraine, les États-Unis, la France et la Chine avaient reconnu en contrepartie la souveraineté de l'Ukraine tandis que Khrouchtchev avait fait délibérer le parlement russe pour affirmer que le pays était devenu un poids trop lourd pour la Russie. La Russie, pourtant très attachée au droit international, a ainsi violé à quatre reprises ses engagements car elle se trouvait au pied du mur. Ceci nous montre combien un retour à la stabilité internationale sur un plan géopolitique paraît compromis.

## DE PETITES RÉCONCILIATIONS

Face à ces grandes collisions, il y a peut-être à espérer des petites réconciliations pour l'Union européenne. Soulignons d'abord qu'**aucun pays n'est sorti de l'Union**, pas même la Grèce. Les Européens savent aussi montrer des signes forts de solidarité pendant les crises. Pour ce qui est de la défense, l'Allemagne pourtant interdite de guerre par sa constitution, participe bel et bien aux théâtres d'intervention extérieurs de l'Union européenne avec plus de 600 soldats envoyés au Mali aux côtés de soldats français. Ils sont également épaulés par des Danois, des Britanniques ou des Luxembourgeois, les Français ayant effectivement fait jouer une clause de solidarité au moment de leur engagement. L'engagement des partenaires européens a été un peu en deçà des attentes françaises, mais après tout il n'est peut-être pas plus mal d'avoir des alliés européens qui brident un peu notre tendance à partir toujours plus vite en guerre.

Quant à la crise financière, **beaucoup avait prédit la fin de l'euro**. Jean-Dominique GIULIANI avait justement analysé à ce moment-là que pour les pays de l'euro zone il était moins coûteux de choisir la voie européenne que la voie individuelle et que pour cette même raison, l'euro survivrait à la crise. De la même manière, il est toujours moins coûteux de décider communément des politiques européennes que de choisir la voie solitaire, c'est en sur-réagissant contre les politiques communes européennes qu'on multiplie en réalité le nombre de réglementations. C'est de cette

manière que nous nous sommes retrouvés lésés de la taxe sur les transactions financières qui nous confronte directement à la City, 1<sup>re</sup> place financière du monde. Nous pouvons malgré tout parler d'une intégration croissante de la zone euro pendant la crise : la BCE est réellement sortie du bois depuis 2011. Il est pourtant très net qu'il existe un excès de régulation, et ce ne sont pas toujours nos partenaires européens qui sont les plus à blâmer. Ainsi, M. Barnier est allé bien plus loin en termes de régulation quand il était commissaire aux affaires intérieures que son homologue actuel. La responsabilité collective trouve souvent son origine dans les grandes capitales européennes, il faut y combattre la désaffection de nos dirigeants. La France tout particulièrement semble avoir un peu disparu des cercles européens. Notre président ne s'y exprime plus beaucoup, certains ministres ne s'y intéressent guère, et plus généralement, **l'échelon européen est perçu comme l'échelon de la contrainte**. Cette contrainte a pu être positive pour ce qui est de la gestion de la dette et du déficit, une contrainte similaire pourrait être une bonne chose en matière de fiscalité. Le volet fiscal est justement le grand absent des politiques communes européennes. Il faudrait initier l'intégration fiscale par l'exemple et le président SARKOZY avait déjà proposé qu'une initiative soit prise de la part de la France et de l'Allemagne. Mais encore une fois, l'Europe a besoin d'une vraie volonté politique car une intégration des politiques fiscales ne se fera pas du jour au lendemain.

Pour Jean-Dominique GIULIANI, il y a une idée forte à faire passer pendant les mois à venir auprès des politiques. Il s'agirait de **se fixer un objectif à atteindre sur 10 ans** dans le but de converger vers la même fiscalité. Un traité fiscal franco-allemand gravé dans le marbre et qui chaque année aurait pour objectif de réaliser 1/10<sup>e</sup> du chemin à atteindre, pourrait avoir un vrai pouvoir de ralliement, à commencer par les pays du Benelux. Fiscalement les pays européens devraient pouvoir s'ajuster les uns par rapport aux autres : la France devrait baisser sa pression fiscale, d'autres pays comme l'Allemagne l'augmenter. C'est par ce type de politiques que l'Europe pourra s'en sortir. Il faut donc des hommes et des femmes capables de mettre en place ce type de mesures. M.GIULIANI pense que la prochaine étape de l'intégration est fiscale et que tout est en place pour qu'il y ait une te-

naïlle correctrice des excès français. L'Europe c'est aussi un outil pour combler des lacunes individuelles.

Les petites réconciliations européennes touchent aussi des **domaines auxquels on ne pense pas forcément de prime abord**. Les magistrats et les policiers européens n'imaginent déjà plus travailler seuls, sans la coopération de leurs voisins. C'est même en Grande-Bretagne que sous la pression des magistrats et des policiers le parlement britannique a été obligé de passer un projet de loi reprenant la moitié de l'acquis Schengen avec des dispositions relatives au mandat d'arrêt européen ou à des procédures pénales de collaboration. Pour l'anecdote, l'ensemble des membres du parti conservateur a dû quitter un dîner organisé par le parti pour revenir précipitamment au parlement afin de faire passer la loi à contrecœur. Pour ce qui est de la défense, il existe encore une fois une vraie solidarité. Nos militaires n'envisagent plus d'intervenir seuls, et actuellement près de 22 États sont représentés aux côtés des troupes françaises au Mali. Le progrès existe donc, et si on connaissait la réalité de toutes les coopérations européennes le paysage serait peut-être plus agréable à regarder.

L'autre point positif est qu'il y a un **vrai désir d'Europe** dans le monde. Pendant la crise de l'euro a plané un temps l'ombre d'un complot Anglo-Saxon contre la monnaie européenne, mais à présent en Amérique Latine ou en Chine on entend dire haut et fort qu'il est nécessaire que l'euro continue à exister. Les Chinois aussi bien que les Américains ont même directement sommé les Britanniques de rester dans l'UE. Pour ces grandes puissances l'Europe n'est pas effrayante : ce n'est ni une puissance ni un empire. Pour cette raison, l'Europe n'est jamais considérée comme un ennemi. M.GIULIANI ne voit actuellement pas d'ennemi à l'Europe, si ce n'est le régime de Poutine. On parle bien ici du régime politique et non de la Russie en elle-même. La Russie profonde et l'Europe auraient en effet des intérêts communs évidents, pourtant on n'a jamais réussi depuis 1995 à établir des relations contractuelles avec Vladimir POUTINE. En matière d'investissements, jamais nous n'avons réussi à renouveler un accord compte tenu du refus russe de la transparence de l'investissement.

## QUELS DÉFIS STRATÉGIQUES POUR L'EUROPE ?

L'Union européenne a devant elle d'énormes interrogations stratégiques. Trois chantiers pourraient à ce titre être engagés. Le premier serait celui de l'**harmonisation fiscale**. Seule la pédagogie auprès des politiques pour expliquer le caractère déterminant d'une telle mesure pourrait aboutir à l'établissement d'un calendrier contraignant et à une feuille de route pour rétablir la confiance en Europe.

Une deuxième réflexion stratégique pourrait être menée autour des **nouvelles technologies**. À Bruxelles circule beaucoup d'argent, pas forcément utilisé de manière optimale. On pourrait restaurer la confiance en Europe par de grands chantiers envisagés sur le long terme. En matière numérique, il faut dresser une véritable politique industrielle pour faire face au GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple).

Pour ce qui est du commerce maritime, 90% du commerce européen est permis par la libre circulation sur les mers. Imaginez donc les conséquences d'un incident en Mer de Chine entre un bombardier américain et un navire chinois ou l'interruption de la circulation au niveau du détroit de Malacca. Ce genre d'incidents nous coûtent très chers, comme cela est déjà arrivé avec certains de nos fournisseurs japonais ou taiwanais. Cet aspect de liberté des mers est particulièrement important pour l'UE qui possède la 1<sup>re</sup> zone économique exclusive au monde, suivie d'ailleurs juste derrière par la France. **Toute la richesse de demain se situe dans les mers** et les couches sédimentaires de ses profondeurs. Il faut avoir une vision globale du monde, définir des objectifs communs : cela pourrait passer par la définition entre les pays européens d'au moins un ou deux biens collectifs. C'est seulement de cette manière que nous pourrions mettre en avant l'Europe. Il faut bien distinguer nos valeurs démocratiques qu'il faut promouvoir, de nos intérêts vitaux qui devront être beaucoup mieux défendus à l'avenir.

Par ailleurs, cette impulsion politique fondamentale devra partir des capitales des grands pays de l'Union. Ainsi une politique d'intégration qui porterait sur des chantiers précis pourrait avoir des conséquences importantes sur la défense de nos droits, notre environnement

ou encore l'état de notre économie. Il s'agit donc de dépasser les problèmes du présent ainsi que la paresse des personnalités politiques. Il faut trouver un nouveau moteur à l'UE comme l'ont pu être la France et l'Allemagne, non pas parce qu'elles étaient impérialistes, mais parce que ces puissances pesaient à elles-seules la moitié de l'économie européenne. Le logiciel qui faisait tourner l'Europe fonctionnait alors plutôt bien entre une Allemagne qui n'avait pas intérêt à bouger et une France qui faisait preuve d'imagination. À nous maintenant de repenser le moteur européen pour qu'il ne soit pas simplement producteur de normes. Notre espoir pourrait résider dans la perspective d'une alternance politique aussi bien en France qu'en Allemagne. Et même si pour Jean-Dominique GIULIANI nous avons encore quelques mauvaises années devant nous, l'idée que le changement pour l'UE vienne de chez nous constitue pour lui un véritable espoir.